



EN MARCHÉ ENSEMBLE

Contre la précarité, le chômage

Et les licenciements

Du 20 11 2009 Au 05 12 2009

Nous avons toutes et tous droit à la parole: Exprimons-nous ! Il faut sortir, marcher, crier, résister...



Chômage et précarité étaient déjà très élevés avant « la Crise ». De CDD non renouvelés et licenciements, ils explosent : **déjà plus de 500 000 nouveaux inscrits au chômage depuis début 2009**, sans compter les non-inscrits, les intérimaires remerciés en masse, les plans de licenciements se succédant : chômeurs, précaires et autres salariés sont les premiers à payer une crise générée par le système capitaliste. **Avec la liquidation des droits sociaux en cours, la situation est intenable !**

Quelle est la réponse du gouvernement ? Heures supplémentaires, travail du dimanche et une pauvre « prime de 500 euros » versée une fois seulement à 3000 précaires dépourvus d'allocations...

La précarité de l'emploi a été généralisée, gagnant tous les secteurs de la production, des services, de l'Administration, des Services Publics, et gangrenant tous les secteurs de la vie ordinaire : Logement, Transports, Santé, Education.... Pratique alors pour les patrons et leurs alliés des gouvernements **d'exploiter ainsi encore plus la force de travail, de casser les solidarités et les résistances collectives.**

Aujourd'hui une double urgence !

Faire revivre les pratiques concrètes de solidarité, sur le terrain de l'emploi bien sûr, mais aussi de toutes les conditions de vie : retisser les liens de résistance, provoquer les rencontres nécessaires : **c'est à cela que se sont attelées « les marches contre le chômage, les licenciements et les précarités »** dont l'appel national a été lancé par plus d'une vingtaine d'organisations et associations.

Obtenir de nouveaux droits et les faire appliquer

Nous exigeons :

De Pôle emploi

➤ **La suppression** immédiate du **39 49**, retour du contact humain à l'accueil et droit d'accès à son dossier pour l'utilisateur

➤ **Arrêt** immédiat des **radiations-sanctions**, de « l'offre raisonnable d'emploi » qui participe à la baisse des salaires et de tous les **contrôles arbitraires**.

➤ **Arrêt de la sous-traitance** au privé des prestations, des accompagnements.

Arrêt de tout licenciement et droit de contrôle pour les salariés de la gestion de leur entreprise.

Continuité des droits sociaux solidaires tout au long de la vie.

Renforcement des droits individuels et collectifs des salariés au travail, des moyens de l'inspection du travail pour les faire appliquer

un revenu décent (minimum le SMIC) avec ou sans emploi pour tous et toutes par l'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité avec augmentation immédiate des minima et des allocations, revalorisation du SMIC.

Fin des contrats précaires privés ou publics

➤ **Une véritable réduction du temps de travail** permettant à chacun-e de travailler moins et de vivre mieux.

➤ **Une priorité réelle aux emplois utiles socialement et écologiquement**

Un logement décent pour tous (application de la loi de réquisition) : construction de logements sociaux, encadrement des loyers, arrêt des expulsions et interdiction des coupures d'énergie (eau, électricité, gaz...).

Abolition de toute discrimination Application des lois existantes contre toutes les formes de discrimination : Régularisation des sans-papiers, suppression des inégalités homme / femme en matière De formation, de salaire, d'accès aux métiers, de retraite

— ➤ **Actions, Rassemblement**
Débats publics, Concerts
manifestation
c'est au dos — ➤

